

RF

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 41.837/2
DU 10 JANVIER 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Pensions, le 5 décembre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours ^(*), sur un avant-projet de loi "relative aux pensions du secteur public", a donné l'avis suivant :

^(*) Prorogé de l'accord du Ministre jusqu'au 15 janvier 2007.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Examen du projet

Dispositif

Article 5

Le montant de 715.687 francs belges visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, 2°, b), de la loi du 4 juillet 1966 accordant un pécule de vacances et un pécule complémentaire au pécule de vacances aux pensionnés des services publics n'a pas été formellement remplacé par le montant équivalent en euros. C'est dès lors ce montant de 715.687 francs belges qui doit être mentionné dans l'énoncé de la partie de texte à remplacer.

Article 7

L'article 48, 2°, de la loi du 21 mai 1991 apportant diverses modifications à la législation relative aux pensions du secteur public a modifié comme suit l'article 2 de loi du 16 juin 1970 relative aux bonifications pour diplômés en matière de pensions des membres de l'enseignement : "l'alinéa 2 du § 2 devient l'alinéa 3 du § 1^{er}".

Il convient donc de préciser dans la phrase liminaire de l'article 7, 1°, de l'avant-projet que cet alinéa 3 a été ajouté au paragraphe 1^{er} par cette loi du 21 mai 1991, précitée.

Au 2°, dans la version française, il convient d'écrire, comme dans le texte néerlandais, "1969-1970" et non "1969-1979".

.../...

Articles 11, 32 et 33

Ces articles font l'objet d'un commentaire commun dans l'exposé des motifs joint à l'avant-projet. Aussi paraît-il approprié de transférer l'article 11 du chapitre premier de l'avant-projet, qui a trait aux pensions de retraite, au chapitre II entre les articles 30 et 31 actuels, qui concerne les pensions de survie et dans lequel figurent du reste les articles 32 et 33. L'article 43^{ter} de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires ne vise en effet que des pensions de survie. La numérotation des articles suivant l'article 11 actuel sera adaptée en conséquence.

D'autre part, l'article 73 de la loi du 3 février 2003 apportant diverses modifications à la législation relative aux pensions du secteur public n'a modifié que l'alinéa 1^{er} de l'article 15^{bis} de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, de sorte que la mention de cette loi du 3 février 2003 doit être omise dans la phrase liminaire de l'article 32.

Enfin, les mots "la disposition suivante", à la fin de la phrase liminaire de l'article 33, seront remplacés par les mots "les alinéas suivants".

Article 13

Pour maintenir le parallélisme avec l'article 50^{ter}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, b), en projet à l'article 12, le texte en projet à l'article 13 devrait également viser le cas où le pensionné "ne se présente pas pour subir son incarcération ou son internement".

Article 14

Le 2° de l'article 2^{ter}, en projet, qui vise "les périodes pour lesquelles l'agent a versé la cotisation personnelle de 7,5 p.c. destinée au secteur des pensions de retraite et de survie dans le régime de pension des travailleurs salariés", manque de clarté.

Le pourcentage de 7,5 est le même que celui prévu par les articles 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, et 2^{bis}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal n° 442 du 14 août 1986 relatif

.../...

à l'incidence de certaines positions administratives sur les pensions des agents des services publics, mais contrairement au 2° de l'article 2^{ter}, en projet, ces dispositions précisent à quel traitement s'applique ce pourcentage. En outre, la cotisation personnelle prévue par ces dispositions est volontairement versée par l'agent ou le militaire sur le traitement ou la partie de traitement dont il n'a pas bénéficié en raison de l'interruption ou de la réduction de son service, à seule fin que ces périodes d'interruption ou de réduction soient prises en considération pour le droit à la pension de retraite et le calcul de celle-ci. Au contraire, la cotisation personnelle prévue par le 2° de l'article 2^{ter}, en projet, est "destinée au secteur des pensions de retraite et de survie dans le régime de pension des travailleurs salariés", ce qui est d'autant moins clair que la cotisation destinée au régime des pensions de retraite et de survie prévue par l'article 17, § 1^{er}, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs est actuellement de 6 %. Enfin, contrairement aux précisions fournies par les dispositions des articles 2, § 2, et 2^{bis}, § 2, de l'arrêté royal n° 442, précité, ni le dispositif ni le commentaire de l'article 14 ⁽¹⁾ dans l'exposé des motifs ne font clairement apparaître si la cotisation personnelle visée doit être versée volontairement par l'agent en vue d'obtenir la prise en considération des périodes ainsi "validées", ni quel est le bénéficiaire de ce versement.

La rédaction du 2°, précité, doit donc être revue afin de dissiper ces doutes.

D'autre part, le chapitre VI de l'avant-projet ne prévoit pas de disposition transitoire particulière pour l'application de ces nouvelles dispositions, de sorte que le Conseil d'État en conclut qu'elles ne sont destinées à s'appliquer qu'aux pensions dont le droit s'ouvrira après leur entrée en vigueur, et non à celles déjà en cours à ce moment. De manière générale, l'exposé des motifs voire le dispositif, si nécessaire, gagnerait à circonscrire systématiquement le champ d'application dans le temps des nouvelles règles en projet.

⁽¹⁾ Sur ce point, ce commentaire se borne à faire état de périodes "validées par le versement de cotisations".

Article 18

La loi-programme du 6 juillet 1989 ne détermine en rien le texte actuel de l'article 161 de la Nouvelle loi communale; la mention de cette loi doit donc être omise dans la phrase liminaire de l'article 18 de l'avant-projet. Doit en revanche y être également mentionnée la loi du 12 janvier 2006 portant création du "Service des Pensions du Secteur public", dont l'article 46 modifie l'article 161, alinéa 8, de la Nouvelle loi communale.

Dans la troisième phrase du texte en projet au 2°, la référence au "chapitre II de l'arrêté royal du 25 octobre 1985 précité" n'est pas appropriée, puisque cet arrêté royal n'est visé avec son intitulé qu'à l'alinéa suivant - le septième - de l'article 161 de la Nouvelle loi communale, à moins que ce ne soit cet alinéa 7 qu'il convient de compléter. En outre, à la fin de la phrase suivante, le mot "calendrier", superflu, doit être omis.

Article 22bis

La numérotation originelle des articles ne peut comporter d'articles *bis*, *ter*, etc., ce mode de numérotage étant réservé aux articles qui seraient ajoutés ultérieurement au texte ou qui devraient y être insérés.

À la fin de la phrase en projet, le mot "calendrier" doit aussi être omis.

L'exposé des motifs joint au projet ne commente pas cet article 22bis. Aussi le Conseil d'État se demande-t-il si la disposition en projet ne fait pas double emploi avec la dernière phrase du paragraphe 3 en projet au 3° de l'article 23, et ce, d'autant plus que l'article 5 que cet article 22bis tend à modifier ne traite pas du paiement des cotisations.

Article 23

La phrase liminaire du 2° doit mentionner que l'alinéa 1^{er} à remplacer a été modifié par l'article 49 de la loi du 12 janvier 2006, précitée.

.../...

Dans le texte français de la première phrase du paragraphe en projet au 2°, le mot "redevables" doit être remplacé par le mot "dues"; la fin de la phrase suivante serait par ailleurs mieux rédigée comme suit : "(...), ainsi que les règles suivant lesquelles il peut être renoncé à l'application de ces majorations ou intérêts de retard".

En ce qui concerne le paragraphe en projet au 3°, il y a lieu de se reporter à la dernière observation formulée au sujet de l'article 22*bis*. De plus, la référence au "chapitre II de l'arrêté royal du 25 octobre 1985 précité", dans la troisième phrase du paragraphe en projet est inadéquate, car les dispositions qui précèdent ne le citent pas. Enfin, à la fin de la phrase suivante, le mot "calendrier" doit être omis.

Article 24

La phrase liminaire doit mentionner que l'article 8 à remplacer a été modifié par l'article 50 de la loi du 12 janvier 2006, précitée.

Article 26

La phrase liminaire doit préciser que l'alinéa à modifier a déjà été modifié par l'article 11 de l'arrêté royal du 11 décembre 2001 portant exécution de la loi du 26 juin 2000 relative à l'introduction de l'euro dans la législation concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution et qui relève du ministère des Finances.

Article 35

À l'article 1^{er}, 5°, en projet, il convient de renvoyer à l'article 161, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la Nouvelle loi communale, compte tenu des modifications apportées à cet article 161 par l'article 18 de l'avant-projet.

Articles 36 et 37

Les modifications expresses et toujours en vigueur des articles 12, modifié par les lois des 6 avril 1976, 25 janvier 1999 et 3 février 2003, 13, remplacé par la loi du 6 mai 2002 et 19, remplacé par la loi du 3 février 2003 de la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public, doivent être mentionnées.

Il y a également lieu de se reporter aux observations sur l'article 47 ci-après.

Article 46

Le Conseil d'État n'aperçoit pas pour quel motif les dispositions de cet article sont présentées comme autonomes, plutôt qu'intégrées dans l'article 7 de la loi du 6 mai 2002 portant création du Fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale, dans la mesure où elles dérogeront, à dater du 1^{er} janvier 2007, aux règles prévues par cet article. Il lui semblerait dès lors plus clair de modifier cet article afin d'y faire apparaître ce régime dérogatoire.

Article 47

Suivant la recommandation de légistique formelle 8.6.14. ⁽²⁾,

"Les textes modificatifs doivent modifier les articles du texte antérieur dans leur ordre numérique. Ainsi, lorsqu'un texte modifie diverses dispositions d'un texte originel et en abroge d'autres, il faut suivre l'ordre des dispositions du texte originel plutôt que de grouper les abrogations in fine. Procéder autrement peut conduire le lecteur qui suit l'ordre logique des modifications à croire qu'un article est resté inchangé, alors qu'il est abrogé."

⁽²⁾ <http://www.raadvst-consetat.be/pdf/Lforf1.pdf>, p. 47.

La recommandation 8.6.9. ⁽³⁾ précise également ce qui suit :

"Les textes modificatifs ne peuvent jamais être présentés de telle sorte que certains articles du texte originel ne seraient pas expressément soit abrogés, soit remplacés. Il ne faut pas remplacer les articles X et Y par un article X nouveau, mais remplacer l'article X et abroger l'article Y.

De même, lorsque l'ensemble des articles groupés sous une division propre (titre, chapitre, etc.) doit être remplacé par un nombre moindre d'articles nouveaux, il y a lieu d'abroger expressément les articles pour lesquels ne sont pas prévues de dispositions nouvelles."

Pour respecter ces recommandations, il convient de procéder de la manière suivante pour les modifications prévues aux articles 36, 37 et 47, 2°, de l'avant-projet de loi :

- consacrer un article de l'avant-projet à la modification de l'intitulé du chapitre II de la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public;
- remplacer l'article 2 de la même loi par un nouvel article 2 reproduisant l'article 11, en projet;
- abroger les articles 3 à 11 de la même loi;
- consacrer un article de l'avant-projet à la modification de l'intitulé du chapitre III de la même loi;
- remplacer l'article 12 de la même loi par un nouvel article 12 reproduisant l'article 12, en projet;
- remplacer l'article 13 de la même loi par un nouvel article 13 reproduisant l'article 13, en projet;
- abroger l'intitulé du chapitre IV de la même loi;

⁽³⁾ Ibidem, p. 46.

- remplacer les articles 14, 15, 16 et 17 de la même loi par de nouveaux articles reproduisant les articles 14, 15, 16 et 17, en projet;
- abroger les articles 18 à 20 de la même loi.

L'abrogation de l'article 19 de la loi du 15 mai 1984 prévue par l'article 47, 3°, de l'avant-projet trouverait également mieux sa place dans un nouvel article à ajouter au chapitre II de l'avant-projet, après l'article 34 actuel.

Quant à l'abrogation des dispositions de l'arrêté royal n° 442 du 14 août 1986 prévue par l'article 47, 4° et 5°, de l'avant-projet, elle devrait faire l'objet d'un nouvel article à insérer entre les articles 13 et 14 actuels de l'avant-projet.

L'abrogation des articles 3 et 4, alinéa 2, de la loi du 13 mai 1999 prévue par l'article 47, 8° et 9°, de l'avant-projet devrait, quant à elle, faire l'objet d'un nouvel article à insérer entre les articles 42 et 43 actuels de l'avant-projet.

Article 53

L'exposé des motifs doit justifier la pertinence du choix des dates auxquelles rétroagit chacune des dispositions visées à l'article 53. En outre, ces rétroactivités, particulièrement celle qui concerne les nouvelles règles relatives à la péréquation des pensions de retraite et de survie, doivent recevoir une justification au regard de la jurisprudence de la Cour d'arbitrage en matière d'égalité de traitement.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.837/2
VAN 10 JANUARI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 5 december 2006 door de Minister van Pensioenen verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen ^(*), van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende de pensioenen van de openbare sector", heeft het volgende advies gegeven :

^(*) Met goedvinden van de Minister verlengd tot 15 januari 2007.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

Dispositief

Artikel 5

Het bedrag van 715.687 Belgische frank waarvan sprake is in artikel 2, eerste lid, 2°, b), van de wet van 4 juli 1966 houdende toekenning van een vakantiegeld en van een aanvullende toeslag bij het vakantiegeld aan de gepensioneerden van de openbare diensten, is niet uitdrukkelijk vervangen door het overeenkomstige bedrag in euro. Het is dan ook dat bedrag van 715.687 Belgische frank dat moet worden vermeld in de opgave van het te vervangen stuk tekst.

Artikel 7

Bij artikel 48, 2°, van de wet van 21 mei 1991 houdende diverse wijzigingen aan de wetgeving betreffende de pensioenen van de openbare sector is artikel 2 van de wet van 16 juni 1970 betreffende de bonificaties wegens diploma's inzake pensioenen van leden van het onderwijs als volgt gewijzigd : "het tweede lid van § 2 wordt het derde lid van § 1".

In de inleidende zin van artikel 7, 1°, van het voorontwerp behoort dan ook te worden gepreciseerd dat dit derde lid in paragraaf 1 is ingevoegd bij de voormelde wet van 21 mei 1991.

In onderdeel 2° dient in de Franse tekst, zoals in de Nederlandse tekst te worden geschreven "1969-1970" in plaats van "1969-1979".

Artikelen 11, 32 en 33

Deze artikelen worden tezamen besproken in de memorie van toelichting die bij het voorontwerp is gevoegd. Bijgevolg lijkt het raadzaam om artikel 11 van hoofdstuk I van het voorontwerp, dat op de rustpensioenen betrekking heeft, een plaats te geven tussen de huidige artikelen 30 en 31 en het aldus onder te brengen in hoofdstuk II, dat op de overlevingspensioenen betrekking heeft en voorts nog de artikelen 32 en 33 omvat. Artikel 43^{ter} van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen houdt immers alleen verband met overlevingspensioenen. De artikelen die op het huidige artikel 11 volgen, behoren dienovereenkomstig te worden vernummerd.

Daarnaast is bij artikel 73 van de wet van 3 februari 2003 houdende diverse wijzigingen aan de wetgeving betreffende de pensioenen van de openbare sector alleen een wijziging aangebracht in het eerste lid van artikel 15^{bis} van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, zodat de vermelding van die wet van 3 februari 2003 dient te vervallen in de inleidende zin van artikel 32.

Ten slotte dienen, in de Franse tekst van de inleidende zin van artikel 33, in fine, de woorden "la disposition suivante" te worden vervangen door de woorden "les alinéas suivants".

Artikel 13

Met het oog op het behoud van het parallellisme met het ontworpen artikel 50^{ter}, § 1, eerste lid, b) (artikel 12 van het ontwerp) zou in de tekst die in artikel 13 in het vooruitzicht wordt gesteld eveneens verwezen moeten worden naar het geval waarbij de gepensioneerde "zich niet aanmeldt om zijn opsluiting of internering te ondergaan".

Artikel 14

Het ontworpen artikel 2^{ter}, 2°, waarin sprake is van "de perioden voor dewelke het personeelslid de persoonlijke bijdrage van 7,5 pct. heeft gestort, bestemd voor de sector van de rust- en overlevingspensioenen in het pensioenstelsel voor de werknemers", is niet echt duidelijk.

7,5% is hetzelfde percentage als dat vermeld in de artikelen 2, § 1, eerste lid, 2°, en 2^{bis}, § 1, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit nr. 442 van 14 augustus 1986 betreffende de weerslag van sommige administratieve toestanden op de pensioenen van de personeelsleden van de overheidsdiensten, maar anders dan in het ontworpen artikel 2^{ter}, 2°, wordt in die bepalingen wel aangegeven op welke wedde dat percentage van toepassing is. Bovendien wordt de persoonlijke bijdrage waarvan in die bepalingen sprake is en die berekend wordt op de wedde of het gedeelte van de wedde die/dat de betrokkene niet heeft genoten ten gevolge van de onderbreking of de vermindering van zijn dienstuitoefening, door het personeelslid of de militair uit eigen beweging gestort met als enige bedoeling om die periodes van onderbreking of vermindering in aanmerking te laten nemen voor het recht op en de berekening van het rustpensioen. De persoonlijke bijdrage waarvan sprake is in het ontworpen artikel 2^{ter}, 2°, is daarentegen "bestemd voor de sector van de rust- en overlevingspensioenen in het pensioenstelsel voor de werknemers", hetgeen des te onduidelijker is daar de bijdrage bestemd voor het stelsel van de rust- en overlevingspensioenen waarvan sprake is in artikel 17, § 1, van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders thans 6% bedraagt. Ten slotte wordt, in tegenstelling tot de preciseringen die gegeven worden door de bewoordingen van de artikelen 2, § 2, en 2^{bis}, § 2, van het voornoemde koninklijk besluit nr. 442, noch in het dispositief, noch in de bespreking van artikel 14 ⁽¹⁾ in de memorie van toelichting duidelijk aangegeven of de persoonlijke bijdrage in kwestie door het personeelslid uit eigen beweging moet worden gestort met het oog op het in aanmerking nemen van de aldus "gevalideerde" periodes, noch aan welke instantie die bijdrage moet worden gestort.

⁽¹⁾ Op dit punt wordt in die bespreking alleen gewag gemaakt van perioden "gevalideerd ... door de storting van bijdragen".

De redactie van het voormelde onderdeel 2° behoort dan ook te worden herzien teneinde die twijfels weg te nemen.

Daarnaast bevat hoofdstuk VI van het voorontwerp geen bijzondere overgangsbepaling voor de toepassing van deze nieuwe bepalingen, hetgeen de Raad van State doet besluiten dat ze bedoeld zijn om alleen te gelden voor de pensioenen waarvoor het recht na de inwerkingtreding ervan wordt vastgesteld en niet voor pensioenen die thans reeds lopen. Algemeen gesproken zou het beter zijn om in de memorie van toelichting en zo nodig zelfs in het dispositief het temporeel toepassingsgebied van de ontworpen nieuwe regels systematisch te omschrijven.

Artikel 18

De programmawet van 6 juli 1989 heeft geen enkele invloed op de huidige tekst van artikel 161 van de Nieuwe Gemeentewet; de vermelding van die wet behoort dan ook te vervallen in de inleidende zin van artikel 18 van het voorontwerp. Daarentegen dient daarin wel melding te worden gemaakt van de wet van 12 januari 2006 tot oprichting van de "Pensioendienst voor de Overheidssector", waarvan artikel 46 artikel 161, achtste lid, van de Nieuwe Gemeentewet heeft gewijzigd.

In onderdeel 2°, in de derde zin van de ontworpen tekst, is de verwijzing naar "hoofdstuk II van voormeld koninklijk besluit van 25 oktober 1985" niet op zijn plaats, aangezien het opschrift van dat koninklijk besluit alleen vermeld wordt in het daaropvolgende lid - het zevende - van artikel 161 van de Nieuwe Gemeentewet, tenzij het dat zevende lid is dat aangevuld behoort te worden. Voorts dient in de daaropvolgende zin, in fine, het woord "kalenderjaar" te worden vervangen door het woord "jaar".

Artikel 22bis

In de oorspronkelijke nummering mogen geen artikelen *bis*, *ter*, enz. voorkomen, aangezien die wijze van nummering alleen mag worden gebezigd voor artikelen die naderhand aan de tekst zouden worden toegevoegd of die daarin zouden moeten worden ingevoegd.

In fine van de ontworpen zin dient het woord "kalenderjaar" eveneens te worden vervangen door het woord "jaar".

In de bij het ontwerp gevoegde memorie van toelichting wordt dat artikel 22*bis* niet besproken. De Raad van State vraagt zich dan ook af of de ontworpen bepaling geen duplicatie is van de laatste zin van paragraaf 3 die krachtens artikel 23, 3°, van het ontwerp wordt ingevoegd, en zulks te meer daar artikel 5 dat bij dat artikel 22*bis* zal worden gewijzigd, geen verband houdt met de betaling van bijdragen.

Artikel 23

In de inleidende zin van onderdeel 2° moet worden vermeld dat het eerste lid, dat vervangen zal worden, gewijzigd is bij artikel 49 van de voornoemde wet van 12 januari 2006.

In onderdeel 2° moet in de Franse tekst van de eerste zin van de ontworpen paragraaf het woord "redevables" worden vervangen door het woord "dues"; bovendien zou de volgende zin in fine beter als volgt worden geredigeerd : "(...), alsook de regels volgens welke afgezien kan worden van de toepassing van die verhogingen of verwijlinteressen".

Wat de in onderdeel 3° ontworpen paragraaf betreft, dient te worden verwezen naar de laatste opmerking over artikel 22*bis*. Bovendien is de verwijzing naar "hoofdstuk II van voormeld koninklijk besluit van 25 oktober 1985" in de derde zin van de ontworpen paragraaf irrelevant, daar er niet naar verwezen wordt in de bepalingen die voorafgaan. Ten slotte moet in de volgende zin, in fine, het woord "kalenderjaar" worden vervangen door het woord "jaar".

Artikel 24

In de inleidende zin moet worden vermeld dat het te vervangen artikel 8 gewijzigd is bij artikel 50 van de voornoemde wet van 12 januari 2006.

Artikel 26

In de inleidende zin moet worden aangegeven dat het te wijzigen lid reeds is gewijzigd bij artikel 11 van het koninklijk besluit van 11 december 2001 houdende uitvoering van de wet van 26 juni 2000 betreffende de invoering van de euro in de wetgeving die betrekking heeft op aangelegenheden zoals bedoeld in artikel 78 van de Grondwet en die ressorteert onder het Ministerie van Financiën.

Artikel 35

In het ontworpen artikel 1, 5°, moet worden verwezen naar artikel 161, § 1, eerste lid, van de nieuwe gemeentewet, gelet op de wijzigingen die in dat artikel 161 worden aangebracht bij artikel 18 van het voorontwerp.

Artikelen 36 en 37

De uitdrukkelijke en nog geldende wijzigingen van artikel 12, gewijzigd bij de wetten van 6 april 1976, 25 januari 1999 en 3 februari 2003, van artikel 13, vervangen bij de wet van 6 mei 2002, en van artikel 19, vervangen bij de wet van 3 februari 2003, van de wet van 9 juli 1969 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de rust-en overlevingspensioenen van het personeel van de openbare sector, moeten worden vermeld.

Er dient eveneens te worden verwezen naar de opmerkingen over artikel 47 die hierna volgen.

Artikel 46

Het is de Raad van State niet duidelijk om welke reden de bepalingen van dit artikel als autonome bepalingen worden voorgesteld, veeleer dan te worden opgenomen in artikel 7 van de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het Fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid, daar ze vanaf 1 januari 2007 zullen afwijken van de regels bepaald in dat artikel. Het lijkt de Raad derhalve duidelijker dat artikel te wijzigen om deze afwijkende regeling daarin aan te geven.

Artikel 47

Hierover wordt de volgende aanbeveling gedaan in de wetgevingstechniek, 8.6.14. ⁽²⁾ :

"Bij wijziging van artikelen wordt de bestaande nummering in acht genomen. Dit geldt ook wanneer sommige bepalingen worden gewijzigd en andere opgeheven; in dat geval worden de opheffingsbepalingen dus niet achteraan in de tekst samengebracht. Als men anders te werk gaat, kan men de lezer die de logische volgorde van de wijzigingen volgt in de waan brengen dat een artikel ongewijzigd blijft, terwijl het opgeheven wordt."

In aanbeveling 8.6.9. ⁽³⁾ staat eveneens het volgende :

Een wijzigingsbepaling mag geen twijfel laten bestaan over de vraag of een bepaald artikel uit de oorspronkelijke regeling al dan niet opgeheven of vervangen is. Zo mogen de artikelen X en Y niet worden vervangen door een nieuw artikel X, maar moet artikel X vervangen en artikel Y opgeheven worden.

Zo ook, wanneer alle artikelen van eenzelfde onderdeel (titel, hoofdstuk, enz.) door een kleiner aantal nieuwe artikelen moeten worden vervangen, moeten de niet-vervangen artikelen uitdrukkelijk worden opgeheven."

⁽²⁾ http://www.raadvst-consetat.be/pdf/wetgt_nl.pdf, blz. 47.

⁽³⁾ Ibidem, blz. 46.

Om deze aanbevelingen in acht te nemen, moet de volgende werkwijze worden gehanteerd voor de wijzigingen bepaald bij de artikelen 36, 37 en 47, 2°, van het voorontwerp van wet :

- de wijziging van het opschrift van hoofdstuk II van de wet van 9 juli 1969 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de rust-en overlevingspensioenen van het personeel van de openbare sector in een apart artikel van het voorontwerp opnemen;
- artikel 2 van dezelfde wet vervangen door een nieuw artikel 2 dat het ontworpen artikel 11 overneemt;
- de artikelen 3 tot 11 van dezelfde wet opheffen;
- in een apart artikel van het voorontwerp de wijziging van het opschrift van hoofdstuk III van dezelfde wet opnemen;
- artikel 12 van dezelfde wet vervangen door een nieuw artikel 12 dat het ontworpen artikel 12 overneemt;
- artikel 13 van dezelfde wet vervangen door een nieuw artikel 13 dat het ontworpen artikel 13 overneemt;
- het opschrift van hoofdstuk IV van dezelfde wet opheffen;
- de artikelen 14, 15, 16 en 17 van dezelfde wet vervangen door nieuwe artikelen die de ontworpen artikelen 14, 15, 16 en 17 overnemen;
- de artikelen 18 tot 20 van dezelfde wet opheffen.

De opheffing van artikel 19 van de wet van 15 mei 1984 waarin artikel 47, 3°, van het voorontwerp voorziet, hoort eveneens thuis in een nieuw artikel dat moet worden toegevoegd aan hoofdstuk II van het voorontwerp, na het huidige artikel 34.

Voor de opheffing van de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 442 van 14 augustus 1986 waarin artikel 47, 4° en 5°, van het voorontwerp, voorziet, moet een nieuw artikel worden ingevoegd tussen de huidige artikelen 13 en 14 van het voorontwerp.

De opheffing van de artikelen 3 en 4, tweede lid, van de wet van 13 mei 1999 waarin artikel 47, 8° en 9°, van het voorontwerp voorziet, moet worden geregeld in een nieuw artikel, in te voegen tussen de huidige artikelen 42 en 43 van het voorontwerp.

Artikel 53

In de memorie van toelichting moet worden aangegeven hoe de keuze van de data waarop elk van de bepalingen vermeld in artikel 53 terugwerkt, kan worden gewettigd. Bovendien moet deze terugwerking, in het bijzonder wat betreft de nieuwe regels inzake de perequatie van de rust- en overlevingspensioenen, gerechtvaardigd worden in het licht van de rechtspraak van het Arbitragehof betreffende de gelijke behandeling.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS